

MONDE

Flottille humanitaire : Israël crée une commission d'enquête. Elle est composée de juristes conservateurs et d'observateurs étrangers sans droit de vote et dépourvue de mandat pour interroger les soldats. La Turquie a immédiatement annoncé qu'elle ne lui fait pas « *confiance* ». Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud ABBAS, a également jugé que le format de la commission israélienne ne « *correspond pas* » à celui proposé par le Conseil de sécurité de l'ONU. Le Quai d'Orsay a pourtant salué comme un « *élément positif* » la présence d'observateurs internationaux. Les deux observateurs étrangers seraient Lord TRIMBLE, prix Nobel de la paix 1998, et Ken WATKIN, un ex-avocat général de l'armée canadienne. En fin de journée, le porte-parole du secrétaire général des Nations Unies, BAN Ki-Moon, a indiqué que l'appel de l'ONU pour une enquête internationale restait sur la table.

Kirghizistan : vers une guerre civile ? Alors que le Conseil de sécurité de l'ONU a condamné les violences interethniques et appelé à un retour à l'État de droit, les États-Unis ont annoncé une aide humanitaire de 6,5 millions de dollars. En Europe, Catherine ASHTON s'est dite « *très inquiète* », indiquant que son émissaire allait retourner prochainement dans la région, afin de voir « *ce que nous pouvons faire de plus pour offrir de l'aide* ».

43,3 millions de réfugiés dans le monde. Le rapport annuel du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) relève que le nombre de déracinés, comptabilisant les réfugiés (15,2 millions), les personnes déplacées (27,1 millions) et les demandeurs d'asile (983.000), a atteint 43,3 millions de personnes en 2009, soit 1,3 million de plus que l'année précédente. Concernant les demandeurs d'asile, leur nombre a également augmenté en 2009, l'Afrique du Sud étant le pays qui a reçu le plus grand nombre d'entre eux (222.000), suivi par les États-Unis et la France.

Les justiciers milliardaires... Les deux Américains les plus riches, Bill GATES et Warren BUFFETT, ont annoncé qu'ils allaient tenter de convaincre leurs pairs de donner, comme ils comptent le faire, la moitié de leur fortune à des œuvres de charité. Eli BROAD, de la société d'immobilier Kaufman & Broad, ou encore l'ancien patron de Cisco Systems, John MORGRIDGE, ont promis de faire de même.

EUROPE

Gouvernance économique européenne : Paris avec Berlin. Nicolas SARKOZY a rejoint les positions de la chancelière allemande Angela MERKEL sur le pilotage économique de l'Union européenne. « *Plus que jamais, l'Allemagne et la France sont décidées à parler d'une même voix, (...) pour tirer les conséquences de crises à répétition dont nous ne voulons plus* », a affirmé le président français. Il a aussi renoncé à un « *secrétariat* » qui dirigerait la stratégie économique de l'Union et coordonnerait les politiques budgétaires. Les deux dirigeants, qui se sont enfin mis d'accord sur la suspension des droits de vote pour les pays de l'UE laxistes en matière budgétaire, ont indiqué qu'ils défendraient ces idées au G20, fin juin au Canada.

La France dans le viseur de la Commission. La France doit « *spécifier* » les mesures d'économies budgétaires qu'elle prévoit pour tenir son objectif de réduction du déficit dans les années à venir et pourrait être obligée d'en prendre de nouvelles, a mis en garde la Commission européenne. Elle a décidé dans l'immédiat de ne pas durcir la procédure pour déficit excessif entamée contre la France, au vu des mesures planifiées par le gouvernement pour revenir dans les limites fixées par le Pacte. Mais elle estime d'une part que les prévisions de croissance du gouvernement pour la période 2011-2013 sont « *très optimistes* ».

L'Islande et la Serbie aux portes européennes. Accord de principe des ministres des Affaires étrangères de l'UE pour ouvrir des négociations en vue d'une adhésion de l'Islande. S'agissant de la Serbie, un obstacle important a été dégagé, avec l'autorisation du processus de ratification d'un Accord de stabilisation et d'association (ASA) signé en avril 2008 entre l'UE et la Serbie, mais jamais ratifié ni mis en œuvre depuis. Ce texte constitue l'antichambre à l'adhésion pour un pays y aspirant.

La Serbie sans passeport. Les citoyens des pays membres de l'UE peuvent, depuis le 12 juin, entrer en Serbie sans passeport, avec seulement une carte d'identité valide. Cette mesure permet aux citoyens européens de séjourner jusqu'à trois mois en Serbie.

SWIFT : le retour. La Commission européenne a paraphé l'accord sur la transmission aux Etats-Unis de données bancaires dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme, surnommé l'accord Swift. Cecilia MALMSTROM, Commissaire aux Affaires intérieures, a assuré avoir « *obtenu pratiquement tout ce que nous demandions* » en matière de garanties de protection des données personnelles des citoyens européens. Le Parlement de Strasbourg devrait s'emparer du nouveau texte en juillet

Asile ! La Commission européenne a déploré les réticences montrées par les gouvernements de l'UE à aider les demandeurs d'asile. Près des ¾ des demandes d'asile présentées ont été rejetées en 2009, selon Eurostat. En 2009, 229.500 décisions pour traiter une demande d'asile ont été prises dans l'UE et il s'avère que 73% des demandeurs d'asile (soit 166.900) ont été déboutés. Un statut de réfugié n'a été accordé qu'à 12% des demandeurs d'asile. 11% des demandeurs se sont vus octroyer une « *protection subsidiaire* », un statut qui reconnaît l'existence de risques pour le demandeur dans son pays d'origine et qui empêche donc son expulsion. Enfin, 4% des demandeurs d'asile ont reçu une autorisation de séjour pour des raisons humanitaires. A noter que la France est le premier pays d'accueil en Europe pour les demandeurs d'asile.

Belgique. Les résultats. Partis néerlandophones (Flandre) : NVA (séparatistes) 28,9%. CD&V (chrétiens démocrates) 17,6% ; SPA (socialistes) 15% ; Open VLD (libéraux) 14%. Vlaams Belang (extrême droite) 12,6% ; Groen (écologistes) 7,1% ; List Dedecker (nationalistes) 3,7%. Partis francophones (Wallonie) : Parti socialiste 36,6%. Mouvement réformateur (libéraux) 24,7% ; CDH (chrétiens démocrates) 14,7%. Écolo 12,8% ; Parti populaire (ultralibéral) 3,4% ; PTB 2,5% ; Front des gauches 1,15%. La formation d'un nouveau gouvernement va être longue et difficile. Yves LETERME, Premier ministre sortant, assurera la première partie de la Présidence belge de l'UE, qui débute au 1^{er} juillet.

« *Il n'y a pas de place pour l'antisémitisme dans l'Union européenne* », a rappelé la Commission européenne après une lettre du Centre Simon WIESENTHAL au chef de la diplomatie de l'UE Catherine ASHTON, pour dénoncer la montée de l'antisémitisme aux Pays-Bas.

Bloody Sunday. L'action des soldats britanniques au cours du « Bloody Sunday », qui désigne la mort de 14 catholiques dans la répression le 30 janvier 1972 d'une manifestation à Londonderry (Irlande du Nord), n'était « *ni justifiée ni justifiable. C'était mal* ». Déclaration du Premier ministre, David CAMERON, devant la Chambre des Communes, après la remise d'un rapport.

AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

Une addition mazoutée. « *Je suis heureux d'annoncer que BP est d'accord pour mettre 20 milliards de dollars de côté afin de satisfaire les demandes de dédommagement à la suite de la pollution* » dans le golfe du Mexique, a déclaré Barack OBAMA. Cette déclaration fait suite à la convocation à la Maison Blanche qui avait été adressée aux dirigeants de BP par le Président américain. BP a aussi accepté de mettre en place un fonds de 100 millions de dollars en faveur des ouvriers du secteur du pétrole licenciés à la suite de la marée noire.

Mea culpa. Le directeur général de BP, Tony HAYWARD, a expliqué que la catastrophe était le résultat d'une succession de défaillances « *sans précédent* ». Les techniciens de BP s'efforcent également de mettre en place un 2^{ème} système de confinement qui permettrait de porter la capacité de captage de pétrole qui fuit à 28.000 barils chaque jour. 17.000 membres de la Garde nationale américaine vont être déployés.

Mexique. Guerre des gangs. La guerre des cartels de la drogue a fait 200 morts en six jours, un pic de violence sans précédent au Mexique depuis l'élection du Président CALDERON en 2006.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Retraites : les arbitrages sur la réforme. Rappel du gouvernement : le déficit serait de 45 milliards d'euros en 2020. Pour aboutir à un équilibre en 2018, 4 séries de mesures :

- Report progressif à 62 ans de l'âge de la retraite (en 2018 au rythme de 4 mois par an, à partir du 1^{er} juillet 2011), soit + 20,2 milliards d'euros en 2020.
- Convergence public-privé, qui aboutirait à + 4,9 milliards d'euros en 2020.

- Gel de l'effort financier de l'Etat au financement du régime de retraite des fonctionnaires. De fait, entre 2000 et 2010, l'effort de l'Etat destiné à équilibrer le régime de pensions des fonctionnaires de l'Etat s'est accru de 15,6 milliards d'euros. En moyenne, les fonctionnaires vivent 23 ans à la retraite.

- Apport de ressources nouvelles : + 3,7 milliards d'euros en 2011 et +6 4,6 milliards d'euros en 2020.

→ Le ministère de l'Economie et des Finances a chiffré à 0,5 point de PIB l'impact de la réforme des retraites sur la réduction des déficits publics.

→ Le gouvernement a en outre annoncé une utilisation des ressources du Fonds de réserve des retraites pour financer l'intégralité des déficits du régime général et du Fonds de solidarité vieillesse pendant la période de montée en charge de la réforme. Le FRR continuera à exister et à assurer sa mission, gérer ses actifs, de la même façon qu'aujourd'hui.

Réactions. « *C'est une réforme irresponsable - et je pèse mes mots - dans la situation actuelle* », a réagi la Première secrétaire du PS, Martine AUBRY. « *Le report de l'âge de départ à 62 ans est une mesure idéologique qui ne règle pas les problèmes du financement des retraites* », a-t-elle poursuivi, dénonçant une « *réforme injuste* ». « *Le gouvernement s'apprête à piller le fonds de réserve des retraites qui était pour les jeunes de demain* », a accusé l'ancienne n°2 du gouvernement JOSPIN qui avait créé cette réserve. De leur côté, les Verts ont dénoncé un projet « *d'une iniquité révoltante* ».

A venir : Le projet finalisé sera présenté le 13 juillet en conseil des ministres, avant d'arriver au Parlement en septembre, où il n'est pas exclu que son contenu évolue. En effet, les syndicats misent sur leurs prochaines mobilisations, en premier lieu celle du 24 juin, pour pousser leurs revendications et dénoncer le caractère jugé injuste du recul de l'âge légal.

Retraite des ministres-parlementaires. Les ministres Michèle ALLIOT-MARIE (justice) et Roselyne BACHELOT (santé) ont annoncé avoir renoncé à leur retraite de parlementaire, conformément à la demande du Premier ministre. François FILLON avait fait savoir que, avec la révision constitutionnelle de juillet 2008, qui a permis le retour automatique des ministres au Parlement lorsqu'ils ne sont plus au gouvernement, « *Il est donc illogique qu'un ministre puisse liquider sa retraite de parlementaire et ensuite revenir au Parlement* ». Les ministres encore concernés sont Henri de RAINCOURT (Relations avec le Parlement), Patrick DEVEDJIAN (Relance), Michel MERCIER (Espace rural) et Jean-Marie BOCKEL (Justice). Alain MARLEIX (Collectivités territoriales) et Hubert FALCO (Anciens combattants) ont fait savoir qu'ils avaient les 40 annuités nécessaires pour prétendre à ce cumul, mais qu'ils ne touchaient pas leur retraite de parlementaire.

Et au Parlement ? Le président de l'Assemblée nationale, Bernard ACCOYER, a annoncé une réforme en profondeur du régime de retraite des députés. Il s'est notamment déclaré favorable à la suppression du système de double cotisation. Il propose de remplacer ce système par « *un régime complémentaire facultatif* ». Ces décisions ne seraient applicables qu'à la prochaine législature, soit à partir de 2012. Quant au Sénat, le président du Sénat, Gérard LARCHER, a également indiqué que la suppression de la double cotisation était étudiée. « *Nous étudions le remplacement de cette double cotisation par une caisse complémentaire depuis plusieurs mois* », a déclaré M. LARCHER en rappelant qu'une mission en ce sens avait été confiée aux trois questeurs du Sénat à la suite d'un « *audit présenté en juillet 2009* ».

Les députés à l'Élysée. Le 30 juin à 12h30. La dernière rencontre de ce type remonte au 5 mai. Le 31 mars, en recevant les députés du groupe majoritaire après la défaite de la droite aux régionales, le chef de l'Etat leur avait annoncé qu'il les inviterait à l'Élysée une fois par mois, soit un rythme beaucoup plus fréquent qu'auparavant. Depuis plusieurs semaines, M. SARKOZY reçoit très régulièrement députés et sénateurs UMP par petits groupes et parfois individuellement.

NC MORIN. Les militants du Nouveau Centre ont accordé un nouveau mandat de deux ans à leur président Hervé MORIN, dans la perspective de la présidentielle de 2012.

Le PCF se choisit une nouvelle tête. Après neuf ans à la tête du parti, la secrétaire nationale du Parti communiste français (PCF) Marie-George BUFFET fera ses adieux lors du 35^{ème} congrès du parti. Le successeur désigné de Mme BUFFET, qui restera toutefois membre de la direction, est l'ancien directeur de la rédaction de « L'Humanité », Pierre LAURENT, 52 ans, déjà intronisé coordinateur national lors du 34^{ème} congrès du parti.

Sondages.

- **Paris.** François FILLON est la personnalité de droite préférée des Parisiens, selon l'Ifop pour Le Figaro. Sur une liste élargie à d'autres personnalités de tous bords, le Premier ministre (65%) est devancé par le maire (PS) de Paris Bertrand DELANOË (71%), en tête du palmarès, et talonné par la première adjointe (PS) Anne HIDALGO (62%).

- **Personnalité politique préférée** : En juin, l'ancien président Jacques CHIRAC (75%) reste en tête du palmarès mensuel, selon l'Ifop pour Paris Match. L'actuel président de la République Nicolas SARKOZY est, lui, 47^{ème} (37%, -4). Rama YADE (70%) et Xavier BERTRAND (51%, +4) sont les seuls à tirer leur épingle du jeu alors que les autres responsables politiques subissent un recul. A gauche, Dominique STRAUSS-KAHN rétrograde de la 2^{ème} à la troisième place (68%, -5). Il est suivi de Bertrand DELANOE (64%, -4). Martine AUBRY recueille 55% d'opinions favorables, (-6), et Ségolène ROYAL, 39% (-6). Quelques jours avant le lancement de son parti, Dominique de VILLEPIN est crédité de 49% de bonnes opinions (-2).

PARLEMENT

Commission mixte paritaire

Ecologie : le retour des péages urbains. Députés et sénateurs, réunis pour trouver un compromis sur le projet de loi Grenelle 2, y ont réinscrit l'expérimentation du péage urbain pour les villes de plus de 300.000 habitants volontaires. Deux autres conditions ont été posées : le péage urbain « ne pourra être instauré qu'après enquête publique à charge et à décharge » et qu'à la condition qu'existe déjà « un minimum d'infrastructures de transports en commun ». Les conclusions de la CMP doivent encore faire l'objet d'un ultime vote de chaque chambre, fin juin.

Groupe de travail commun Assemblée nationale / Sénat

L'apport du Parlement au G20. Le groupe sur la crise financière a adopté une contribution en vue du G20 de Toronto. Ils recommandent notamment de réglementer davantage les modalités d'utilisation des CDS (Crédit Default Swap) et des ventes à découvert à nu, lesquelles peuvent avoir un effet déstabilisant sur les marchés ; et de renforcer les fonds propres des banques afin de mieux contrôler les prises de risques, tout en assurant le financement de l'économie.

Assemblée nationale

Ils ont vu de la lumière... Les députés ont adopté le projet de loi dit de Nouvelle organisation du marché de l'électricité (NOME) qui va obliger EDF à céder une partie de sa production nucléaire à ses concurrents conformément aux engagements européens de la France.

Sénat

Semaine sénatoriale contrôle de l'action du gouvernement. Au programme de cette semaine : un débat préalable au Conseil européen, sur les retraites. La semaine prochaine (initiative sénatoriale), les sénateurs examineront une proposition de loi qui tend au rétablissement d'une circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen. Si ce texte a peu de chances d'aboutir, il sera l'occasion, notamment pour le Robert del PICCHIA, de rappeler que les Français établis hors de France ne peuvent plus voter dans les consulats pour cette élection.

CONSEIL DES MINISTRES

Décrets. Création de l'Établissement public du musée national Picasso – Paris. / Préfigurateur de la « Société du Grand Paris ».

Communications. Le dispositif de protection des forêts contre l'incendie en 2010. / Les grandes orientations du projet de loi relatif à la réforme des retraites soumis à la consultation. / Le projet de contrat d'objectifs et de moyens de Radio France. / Une plateforme internationale sur la biodiversité.

ÉCONOMIE - DÉFENSE

La consommation française de carburants a augmenté de 1,6% en mai sur un an.

Risques inflationnistes. Les prix à la consommation en France ont poursuivi leur hausse en mai (+ 0,1%), en raison notamment d'une nouvelle augmentation des prix de l'énergie (+0,9%) et de l'accroissement saisonnier des prix des produits frais (+ 2%) et de certains services, a annoncé l'INSEE. Ils affichent une hausse de 1,6% sur un an. Les économistes ne redoutent pas de dérapage inflationniste dans les mois à venir.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Elections à l'Assemblée des Français de l'étranger : le Conseil d'Etat annule les élections des conseillers élus en juin 2009 pour les circonscriptions électorales de Washington et de Mexico. En cause : le vote par correspondance postale, et les difficultés qu'ont pu avoir les consulats à fournir des exemplaires de signature des électeurs. Pour voter par correspondance, l'électeur envoie son bulletin

de vote dans une enveloppe dite « *d'identification* ». Il appose sa signature sur cette enveloppe. Cette signature doit être comparée à une signature de référence que les consulats doivent pouvoir fournir. Plusieurs centaines de vote n'ayant pas pu être comptabilisées, le juge de l'élection a annulé les scrutins dans les deux circonscriptions où le problème avait fait l'objet d'un recours.

Et maintenant ? Selon l'article 8 bis de la loi de 1982, des élections partielles doivent se tenir dans un délai de trois mois. Dès la notification des décisions, un arrêté portant convocation des électeurs sera publié au Journal officiel. Les élections partielles, qui devraient se tenir fin septembre ou début octobre, doivent être organisées dans les mêmes conditions (possibilité de vote par correspondance postale et électronique, en plus du vote à l'urne).

La fin de la double présentation ? L'obligation de se rendre deux fois au consulat pour obtenir des pièces d'identité sécurisées pourrait disparaître prochainement pour les Français établis hors de France. La Direction des Français à l'étranger devrait obtenir la suppression de cette obligation, très pénalisante. La demande nécessitera toujours un déplacement au consulat. En revanche, les titres d'identités pourraient être délivrés à l'occasion de tournées consulaires ou via les consuls honoraires.

SANTÉ – SOCIÉTÉ

Déluge dans le Var. Des coulées de boue ont fait un bilan terrible de 22 morts. Selon le pré-rapport de la mission d'information sur la tempête Xynthia intitulé « Les leçons d'une catastrophe », le Sénat a déploré des « *déficiences* » dans la gestion du risque d'inondations en France. <http://www.senat.fr/noticerap/2009/r09-554-notice.html>

Prisons. 51 détenus se sont suicidés depuis le début de l'année, légèrement moins que sur la même période de 2009 (57), mais ce chiffre reste supérieur à ceux de 2006-2007 (45). Annonce du directeur de l'Administration pénitentiaire. Le nombre de détenus dans les prisons françaises est resté quasiment stable (+ 0, 1%) en mai avec 61.656 personnes incarcérées à la date du 1^{er} juin

De GAULLE en pièce. La Monnaie de Paris a procédé à la frappe inaugurale d'une nouvelle pièce de deux euros à l'effigie du général de Gaulle, à l'occasion du 70^e anniversaire de l'appel du 18 juin. Editée à 20 millions d'exemplaires, cette pièce sera mise en circulation ce vendredi 18 juin.

CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

Epreuve de philo 2010. Cette épreuve donne traditionnellement le coup d'envoi des épreuves du baccalauréat. Filière scientifique : *L'art peut-il se passer de règles ? OU Dépend-il de nous d'être heureux ?*

Filière économique et sociale : *Une vérité scientifique peut-elle être dangereuse ? OU Le rôle de l'historien est-il de juger ?*

Filière Littéraire : *La recherche de la vérité peut-elle être désintéressée ? OU : Faut-il oublier le passé pour se donner un avenir ?*

CARNET

Sports

Coupe du Monde. L'heure de vérité pour la France. Match décisif ce jeudi soir contre le Mexique. L'Argentine, vainqueur de la Corée du Sud 4-1, est presque qualifiée pour les huitièmes de finale. La Suisse a créé la surprise en battant l'Espagne 1-0.

Décès

Henri MONJAUZE, qui fut pendant de nombreuses années délégué de la circonscription de San Francisco au CSFE. La Rédaction adresse ses sincères condoléances à sa famille.

Nominations

Jean-Charles DEMARQUIS, qui était délégué dans les fonctions de sous-directeur de l'administration des Français au Quai d'Orsay, devient ambassadeur au Népal.

Nicolas NORMAND, devrait être nommé ambassadeur au Sénégal.

Nadine BELLUROT, directrice de cabinet d'Henri de RAINCOURT, est nommée inspectrice générale de l'administration du développement durable (tour extérieur).

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** r.delpicchia@senat.fr